

Néolibéralisme et commerce équitable

Benoit Daviron (Cirad), 14 mai 2008

Pourquoi vouloir relier néolibéralisme et commerce équitable ?

- Réflexion en cours dans le cadre d'un projet de recherche portant sur le rôle des nouveaux standards internationaux de produits dans la gouvernance du développement durable (standard durable)
- Le néo-libéralisme est entendu ici comme nouvelle rationalité de gouvernement et pas seulement comme réforme des politiques keynésiennes ou développementistes (ouverture, dérégulation, etc...). Le néolibéralisme, vu comme nouvelle rationalité de gouvernement, marque toute la conjoncture politique et sociale. Il imprègne fortement le débat contemporain
- Mettre à jour des recouvrements , ou au contraire des oppositions et tensions, entre néolibéralisme et Commerce Equitable qui permettent de questionner un certain nombre de positions et pratiques de ce dernier. Le Commerce Equitable se définit d'abord en référence à un « commerce international conventionnel » dont les attributs restent assez mal définis. En tant que projet politique, il paraît intéressant de confronter le commerce équitable au projet politique dominant de la période qu'est le néolibéralisme.

Plan

- Le cadre d'analyse : une approche en termes de gouvernementalité
- Les attributs du néo-libéralisme conçu comme rationalité politique
- Néo-libéralisme et commerce équitable

Une approche en termes de
gouvernementalité (ou mentalité
de gouvernement)

Références

- D'abord M.Foucault puis M.Dean, N.Rose, W.Brown, T.Lemke, J.Donzelot...
- Plutôt des travaux anglo-saxons dans pays confrontés à néolibéralisme (Angleterre, Australie, USA)

Gouvernement

- Gouvernement = « conduite des conduites »
 - Objet du gouvernement = humains (individus ou groupe)
 - Diversité des groupes et forces impliqués dans les pratiques de gouvernement (« couper la tête du roi »)
 - Gouvernement de soi

Priorité à l'étude des pratiques...

- Le comment avant le pourquoi. Mettre à jour les procédures, tactiques, technologies (de gouvernement)
- Les pratiques de gouvernement ont une histoire propre.
- Les pratiques de gouvernement circulent

...et au rôle de la connaissance

- Seul ce qui est connu est gouvernable.
- Pas seulement des nouvelles formes de pensée mais aussi des procédures de collecte, de documentation (d'inscription), de calcul, d'évaluation.

Le néolibéralisme comme nouvelle rationalité de gouvernement

Origine

- Origine : Allemagne des années 1930-40 puis Chicago (Hayek, Rustow...)
- Soumettre le politique (et plus généralement toutes les autres dimensions de l'expérience contemporaine) à la rationalité économique
- Contestation du libéralisme historique : l'individu rationnel et le marché n'ont rien de naturel. Les deux sont des construits historiques et nécessitent lois et institutions
- Contestation aussi des pratiques de l'Etat providence (welfare state) portée aussi par les mouvements rejetant l'expertise officielle et revendiquant plus d'autonomie pour les individus et les organisations sociales

Individu et marché

- Individus = entrepreneurs = créatures rationnelles et calculatrices dont le degré d'autonomie morale dépend de leur capacité à prendre soin d'eux-mêmes, à être responsables. L'Etat doit contribuer à la production de cet individu
- Marché : sa principale vertu est la concurrence plutôt que l'échange. La concurrence suppose l'inégalité. La concurrence doit être organisée.

Politique sociale

- Garantir la participation de tous à la compétition
= production de l'individu/entrepreneur +
inclusion dans le marché
- et non pas la compensation des effets de la
concurrence
- Equité comme garantie/condition de la
compétition et non pas de l'égalité

Du citoyen au consommateur

- ...et du patient au client
- Le consommateur comme entrepreneur de sa propre qualité de vie
- Priorité au choix
- La réforme des services publics : transformer les administrations d'un statut de producteur de service à un statut de fournisseur capable de choisir entre différents producteurs ou d'aider le consommateur à choisir entre différents producteurs

« Prudentialisme »

- Critique des systèmes d'assurance sociale obligatoire et solidaire : ne protègent pas efficacement, sont coûteux, déresponsabilisent, inhibent l'initiative, rendent dépendant
- Prudentialisme : chacun doit être responsable de sa propre sécurité et s'assurer contre les risques (qui se multiplient)
- Division entre deux types de populations. Les citoyens actifs capables de gérer eux-mêmes le risque, et donc de s'assurer et les populations cibles qui nécessitent intervention

Technologies d'autonomie

- Contractualisme : multiplication des usages de l'instrument contrat
 - à l'intérieur des organisations. Transformer les employés en entrepreneurs
 - Avec les citoyens/consommateurs (chômeurs, élèves...)
- « *Self-esteem* », « *empowerment* », participation, consultation, négociation. Transformer les populations à risque en communauté capable de se protéger

Technologies de performance

- Soumettre les domaines réservés de l'expertise (médecin, professeur, chercheur, travailleur social) à l'observation et à l'évaluation Exemple : Audit (M.Power parle de société de l'audit)
- Construire ou restaurer la confiance (*accountability*, transparence, démocratie)
- Gouverner à distance

Néolibéralisme et commerce équitable

Équité et égalité

- Pas spécialiste des théories de la justice
- Néolibéralisme et commerce équitable utilisent tous deux la notion d'équité
 - Pour le premier la question de l'équité porte d'abord sur l'accès au marché et à la compétition
 - Pour le second la question porte sur le prix
- Néolibéralisme et commerce équitable ne font pas de l'égalité une valeur
 - l'inégalité est une valeur pour les premiers car elle est un des moteurs de la concurrence
 - Les deux termes sont absents du discours des seconds (sous réserve). Deux questions :
 - Quelle analyse de la distribution actuelle des revenus à l'échelle de la planète ?
 - Quelle analyse des effets du CE sur la distribution des revenus dans les organisations de producteurs et les communautés rurales ?

Prix équitable

- Clairement en opposition avec la vision néolibérale du marché selon laquelle la principale vertu du marché est la libre concurrence
- Néanmoins, la référence aux « producteurs et travailleurs marginalisés » (voir définition de FINE) autorisent deux rapprochements du CE avec le projet néolibéral:
 - L'intervention auprès de populations non-assurées avec ce que cela implique de « tutelle »
 - L'intervention visant à une inclusion équitable dans le marché

Consommateur et citoyen

- Le néolibéralisme fait du citoyen un **consommateur** : « Le citoyen néolibéral-type est celui qui choisit stratégiquement, pour lui-même, entre des différentes options sociales, politiques et économiques ; non celui qui œuvre avec d'autres à modifier ou à rendre possibles ces options » (W.Brown)
- Le CE vit du consommateur sans totalement l'assumer (voir définition de FINE dans laquelle le consommateur n'est mentionné qu'entre parenthèse).

Standardisation et certification

- Au cœur des technologies de gouvernement du néolibéralisme
- Standard joue double fonction :
 - Définition d'une norme par rapport à laquelle pourra être menée « la conduite des conduites ».
 - Organisation de la concurrence entre les offreurs (possibilité de substituer à moindre coût)
- Certification fait partie des technologies de performance. Les auteurs cités insistent sur la remise en cause des domaines réservés des experts. Je voudrais insister sur l'ouverture, par ce moyen, de ce qui était historiquement (dans le commerce conventionnel) deux « boîtes noires »:
 - Les exploitations familiales
 - Les nations
- Multiplication des dispositifs de standardisation et certification : les standards durables. Cette multiplication reflète le caractère central de ces technologies de gouvernement dans la période actuelle. Le CE un pionnier ?